



Perspectives économiques de la Guinée :

L'impact des opportunités manquées

David A. Rice
Projet « Development Dividend »
New York University

Table des matières

- Avant-propos.....Page 3
- Résumé.....Page 4
- Introduction.....Page 18
- État des lieux du développement.....Page 23
- L'économie.....Page 33
- Économie politique.....Page 50
- Environnement des affaires.....Page 67
- Virus Ebola.....Page 77
- Énergie hydro-électriquePage 82
- Agriculture.....Page 87
- Secteur minier.....Page 97
- Projections économiques.....Page 116

Avant-propos

Ce document est une analyse de la situation actuelle en Guinée en termes de développement global qui met plus particulièrement l'accent sur l'économie politique et son influence, ainsi que sur l'absence de progrès du fait de l'incapacité de l'État à exploiter pleinement le potentiel économique des ressources naturelles considérables du pays. Cette analyse est centrée autour du différend sur les gisements de minerai de fer inexploités de Simandou, et ses conséquences désastreuses sur le pays.

Après une vue d'ensemble de la situation en matière de développement (il s'agit d'un des pays les moins développés du monde malgré la grande richesse de ses ressources naturelles), l'analyse se concentre sur le rôle de l'économie politique. De fait, l'État joue un rôle important dans la détermination de la structure et des choix économiques, et des modalités d'utilisation des secteurs et des industries stratégiques du pays, au service de l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens de la Guinée. L'accent a été mis en particulier sur le secteur minier, compte tenu de son importance pour l'économie et la société, et du niveau d'intervention de l'État dans ce secteur. Ce document présente donc un scénario reposant sur des éléments concrets et qui estime le degré d'influence positive du développement du secteur minier de la Guinée sur l'avenir du pays, si l'on exploitait pleinement son potentiel.

L'analyse a été réalisée au moyen d'une étude documentaire exhaustive, en particulier des examens les plus récents portant sur les interventions importantes et les politiques menées par les institutions multilatérales qui jouent un rôle significatif dans le pays, en particulier le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development) et la Banque africaine de développement. Dans le cadre de cette étude, nous avons réalisé une série d'entretiens avec des décideurs clés à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée dont les choix affectent divers aspects de l'avenir du pays. Les résultats de l'étude sont limités en raison de l'absence de données récentes et crédibles, mais ils s'appuient sur des extrapolations éclairées dans la mesure du possible.

Résumé

En Octobre 2015, la Guinée organisera des élections présidentielles démocratiques pour la deuxième fois seulement de son histoire.

L'évolution de la Guinée au cours des cinq dernières années, depuis les premières élections démocratiques en 2010, rappelle le chaos postcolonial du pays : des occasions manquées, une croissance économique faible, des institutions défailtantes, et une pauvreté persistante du fait d'une absence de leadership.

Les principaux indicateurs économiques précisent cela:

- Croissance annuelle de 4,5% qui se situe loin derrière les taux de croissance régional et continental (Même en prenant en compte les effets de la crise Ebola)
- Le pourcentage des guinéens vivant dans la pauvreté - 55% - a en fait augmenté par rapport à la période pré-démocratique
- La Guinée est en chute libre concernant l'indice de Développement Humain de l'ONU, sous le gouvernement actuel
- L'environnement des affaires s'est légèrement amélioré depuis 2010, mais était peu élevée à la base
- De petites améliorations ont été réalisées dans les objectifs d'éducation et d'alphabétisation – mais loin d'être suffisant pour répondre aux Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU
- Le rôle de la Guinée dans le trafic de drogue international a augmenté depuis l'élection du Président actuel Alpha Condé en 2010

La Guinée est dotée de ressources naturelles d'une grande richesse : elle possède des minéraux, des terres fertiles, un littoral étendu, des forêts luxuriantes, de nombreuses voies navigables naturelles, une faune et une flore diverses, et une beauté naturelle qui rivalise avec celle des plus grandes destinations touristiques du

monde. Cependant, la population de Guinée ne profite pas de cette richesse, et des millions d'habitants du pays vivent dans une pauvreté abjecte, confrontés à l'insécurité alimentaire, sans accès à l'électricité ou à l'eau courante, sans systèmes d'éducation et de santé dignes de ce nom, et sans perspective d'une vie meilleure pour eux-mêmes ou leurs enfants. Tristement, il s'agit de l'archétype d'une société paradoxale bénie par la nature, mais maudite par l'homme.

Ce rapport examine l'impact économique des cinq premières années de gouvernance démocratique du pays, sous le gouvernement dirigé par le Président sortant, Alpha Condé.

La triste absence de progrès, et les résultats lamentables du gouvernement actuel, peuvent se résumer en trois éléments :

1. Les indicateurs économiques
2. Les indicateurs de gouvernance
3. Les indicateurs de développement

Les indicateurs économiques

L'économie de la Guinée est anémique et ne semble aucunement en mesure de générer une croissance importante à court ou à moyen terme. Fondamentalement, l'économie est insuffisamment diversifiée, à faible valeur ajoutée, et sa productivité est hétérogène. La politique du gouvernement a peu fait pour faciliter la croissance, les dépenses publiques étant largement supérieures aux recettes de l'État, de sorte que la dette nationale s'alourdit, ce qui conduit à la dévaluation de la monnaie et au creusement du déficit du compte courant. L'épidémie d'Ebola a sans nul doute eu un effet dévastateur sur l'économie, mais l'aide financière internationale importante a contribué à sa stabilisation, en particulier par l'établissement d'une nouvelle facilité de crédit élargie par l'intermédiaire du FMI.

Les faiblesses fondamentales de l'économie guinéenne étaient apparentes avant l'épidémie d'Ebola, et même s'il s'agit sans aucun doute d'un facteur de ralentissement, ce n'est pas la cause fondamentale de l'échec économique du pays. Les politiques délibérément délétères du gouvernement actuel, en particulier les expropriations forcées, le trafic d'influence dans l'attribution de marchés, un examen malavisé des licences d'exploitation minière, et son hostilité à l'investissement étranger, expliquent dans une large mesure la misère économique actuelle.

Les problèmes fondamentaux actuels de l'économie sont entre autres une diversification insuffisante, un besoin de développement des infrastructures à une très grande échelle, et une économie politique qui présente des risques importants pour le secteur privé et les investisseurs étrangers, et s'accompagne d'une réduction des dépenses et des entrées de capitaux. Parmi les défis essentiels, on compte :

- **La diversification.** Le secteur privé est relativement faible en Guinée, de sorte que le secteur public reste le principal moteur de l'activité économique. La majorité de la population travaille dans le secteur informel. Ainsi, il est difficile de déterminer de manière satisfaisante les types de politiques et autres interventions qu'il convient de mettre en œuvre pour favoriser une croissance économique durable. Le secteur privé qui existe dans le pays est dominé par des entreprises étrangères, et essentiellement limité au secteur de l'exploitation minière et à une industrie tributaire du secteur minier qui reste largement sous-développée en raison de la mauvaise gestion et des expropriations de l'État, à l'origine de différends portant sur les droits d'exploitation minière. Les autres secteurs, tels que l'agriculture, le secteur manufacturier, la pêche, la sylviculture et les industries de consommation constituent une partie marginale de l'économie. La stabilité et la durabilité de l'économie guinéenne sont donc très vulnérables aux chocs extérieurs et aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières.

- **Les infrastructures.** Les ressources naturelles dont est dotée la Guinée ne peuvent pas être efficacement mises en valeur, encore moins pleinement exploitées, sans un investissement important au niveau des infrastructures de transport. Des milliards de dollars d'investissement dans les infrastructures ferroviaires, routières, portuaires, et dans les ponts sont indispensables pour que le pays soit en mesure de tirer parti de ses atouts miniers et d'établir d'autres secteurs clés tels que l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire. De même, pour progresser graduellement dans la chaîne de valeur de secteurs stratégiques comme l'exploitation minière, qui présente un potentiel de création d'un large éventail de secteurs en aval, en particulier dans le domaine de la fabrication, un effort plus concerté d'implantation d'un réseau de production et de distribution d'électricité fiable est indispensable.
- **L'incertitude.** Dans une économie centralisée dans laquelle l'État est le principal employeur et acheteur de biens et de services, et dans laquelle il occupe une place particulièrement cruciale dans la prise de l'ensemble des grandes décisions économiques, on ne peut exagérer l'importance du rôle de l'État. Lorsque les économies sont contrôlées de cette façon, comme c'est le cas de la Guinée, le secteur privé et la communauté des investisseurs (étrangers et nationaux) sont réticents à prendre des risques, ce qui se traduit souvent par le report, voire l'annulation de décisions d'investissement de moyenne et grande envergure en raison de l'incertitude inhérente à ces économies. En Guinée, le Bureau du Président est profondément impliqué dans la prise de décision, et le bilan du gouvernement actuel ne contribue pas à rassurer les investisseurs quant à la stabilité à long terme. Pris ensemble, ce problème structurel, les manifestations récentes qui ont dégénéré en violences, l'agitation politique générale, et l'approche des prochaines élections nationales, forment un cocktail explosif de facteurs de risque qui nuisent aux perspectives économiques du pays.

Le scénario minier

Compte tenu de l'importance du secteur minier et de son potentiel transformateur pour la Guinée, cette étude comprend deux scénarios reposant sur des faits concrets et présentant les évolutions possibles de la mine cruciale de Simandou, et leurs implications de portée plus générale. Le premier scénario analyse l'impact économique et social plus large d'un développement du secteur minier, et en particulier de la mise en valeur de la mine de Simandou, l'État et les responsables politiques (le Bureau du Président, en particulier) prenant les décisions déterminantes. Le deuxième scénario analyse l'évolution économique et sociale de la Guinée en l'absence d'autorisation de l'exploitation minière, encore une fois en mettant l'accent sur la mine de Simandou en particulier, du fait de son importance. Les implications positives (ou négatives) de chaque scénario sont fondées sur des preuves empiriques obtenues à l'aide de données et méthodes existantes pour projeter les résultats de certaines décisions.

- **Premier scénario.** Dans ce scénario, l'État approuve le développement rapide et complet de la mine de Simandou, qui catalyse d'autres projets miniers dans le pays, et dont les répercussions favorisent une expansion significative de l'économie, la création de milliers d'emplois directs et indirects, et une augmentation des recettes publiques, entre autres avantages. En plus de ces externalités positives directes, la réussite du secteur minier montre au secteur privé national et international que l'État entend enfin sérieusement mettre en œuvre une véritable réforme économique, ce qui encourage d'autres organisations à s'intéresser à des opportunités dans le pays, non seulement dans le secteur minier, mais également dans différents autres secteurs à fort potentiel susceptibles de permettre de dégager des rendements financiers intéressants. Une fois cela bien établi, des retombées positives sur l'économie et la société en général seront visibles, ce qui suscitera une dynamique en faveur de réformes supplémentaires allant dans le même sens en matière de politiques économiques

et sociales, de priorités et d'affectation ultérieure des ressources. Pour être réalisable, ce scénario exigerait probablement la résolution légale et définitive des différends existants au niveau de la mine de Simandou.

- **Deuxième scénario.** Le deuxième scénario élaboré met en évidence les conséquences négatives d'obstacles au développement et à la croissance du secteur minier du fait de l'inaction de l'État ou de décisions malavisées de celui-ci. Ce scénario met également l'accent sur le rôle central de la mine de Simandou et des décisions à son sujet dans le cadre du développement global du secteur et du pays dans son ensemble. Comme on peut s'y attendre, dans ce scénario, l'absence d'exploitation de la richesse minérale naturelle du pays pour le faire progresser s'accompagne d'un impact négatif significatif, à la fois directement et indirectement, sur les perspectives économiques du pays et sa capacité globale de développement en tant que nation. Au-delà du manque à gagner direct du gouvernement sous forme de redevances et autres paiements et droits, des milliers d'emplois, des investissements connexes, et d'autres retombées économiques positives ne se matérialiseront pas. De même, des avancées sociales sont beaucoup moins probables dans un avenir proche, dans une économie plus réduite et moins diversifiée. En outre, l'absence de progrès, surtout si les citoyens guinéens l'attribuent directement à un échec de l'État, peut entraîner des troubles politiques et sociaux, susceptibles de déstabiliser les institutions politiques du pays. Compte tenu des antécédents de la Guinée s'agissant de coups d'État, la brutalité des tentatives de répression des manifestations par les forces de sécurité gouvernementales, et des tensions ethniques persistantes dans le pays (tensions que le gouvernement actuel a été accusé de fomenter) pourraient conduire à des confrontations violentes entre groupes ethniques ou avec le gouvernement lui-même, et nuire encore davantage aux perspectives du pays.

Indicateurs de gouvernance

Les Guinéens souffrent aujourd'hui pour une seule et unique raison : une gouvernance inadaptée. D'un point de vue économique et technique, compte tenu de son immense richesse à la surface du sol et souterraine, la Guinée devrait être comparable aux pays à revenu intermédiaire, au lieu de s'embourber parmi les nations plus pauvres. Il est du devoir des responsables de l'État guinéen de veiller au bien-être de ses citoyens et à l'instauration de l'infrastructure physique et sociale nécessaire non seulement pour survivre, mais pour prospérer. Mais qu'ils aient été à la tête de régimes autocratiques ou de parodies de démocratie, ceux qui ont présidé aux destinées de la Guinée ont tout simplement échoué sur les deux tableaux. L'épidémie dévastatrice d'Ebola de l'année dernière n'est que l'exemple le plus récent et le plus frappant de la façon dont l'État a négligé la protection des citoyens. Malgré la tragédie des décès liés au virus Ebola et l'impact de l'épidémie sur l'économie, le peuple de Guinée souffre depuis des générations en silence sous un régime corrompu, inepte, irresponsable, illicite, et honteux à la fois à l'époque qui a précédé l'avènement de la démocratie, comme pendant le mandat présidentiel de 2010 à 2015.

La prise de décision en Guinée est centralisée au niveau du Bureau du Président. Le Parlement élu a peu d'influence, les magistrats des tribunaux sont dévoués au président, et les responsables locaux, qui sont généralement élus, ont été également cooptés par le Bureau du Président au moyen de nominations et de retards délibérés d'un autre tour d'élections. Même si les élections ont eu lieu, les autorités officielles chargées de la surveillance du processus électoral, à la fois au niveau national et local, ont été compromises par le Bureau du Président, c'est-à-dire que la Guinée n'a en fait de démocratie que le nom, mais ne l'est pas dans la pratique. Par conséquent, compte tenu de son pouvoir et de son contrôle sur l'économie, les institutions, les différents secteurs, et tous les autres aspects de la vie dans le pays, il n'est pas nécessaire d'aller chercher plus loin que le Bureau du Président pour établir la responsabilité de l'échec du pays en matière de progrès économique.

Trois exemples illustrent particulièrement l'échec de l'État guinéen dans le respect de ses obligations les plus fondamentales : l'accroissement du trafic de drogue transnational passant par la Guinée, une croissance économique anémique et peu diversifiée, et de profondes tensions ethniques.

- **Le trafic de drogue.** La Guinée est maintenant une plaque tournante de transit et de logistique pour le trafic de drogue international, qui attire de dangereux criminels dans le pays. Pour ces réseaux internationaux, la Guinée s'avère un havre de paix dans la mesure où a) l'État n'a pas réalisé les investissements nécessaires à la lutte contre cette menace, b) lorsque des activités illégales sont mises au jour par les autorités, les criminels peuvent verser des pots-de-vin pour être libérés ou même acheter la protection et l'assistance des autorités, et c) dans la mesure où les opportunités sont si limitées pour le citoyen moyen, l'État oblige en substance des citoyens autrement respectueux des lois à se livrer à des activités criminelles en désespoir de cause. L'État est seul responsable de veiller à l'inviolabilité des frontières du pays, à l'application des lois, et à la protection des citoyens, mais il a échoué sur ces trois plans et, dans certains cas, a implicitement autorisé des activités visant exactement le contraire.
- **Faible croissance.** La planification et la gestion économiques sont des activités potentiellement complexes. Plus l'économie est avancée, plus elle est intégrée au niveau mondial, et plus l'activité économique du pays repose sur la valeur ajoutée, plus il est difficile pour l'État de déterminer les politiques appropriées pour guider le pays vers une croissance soutenue et inclusive. Dans le cas de la Guinée, par rapport aux autres économies du monde et même comparée à celles d'Afrique, la gestion de l'économie à ce stade du développement du pays est relativement simple. La Guinée est très richement dotée en matière de ressources naturelles comme en témoigne la mine de Simandou, qui abrite les plus grandes réserves prouvées de bauxite, un produit de base qui fait partie des matières premières utilisées par la quasi-totalité des secteurs économiques et

industriels dans le monde entier. Pourtant, en raison de l'incurie de son gouvernement, le peuple de Guinée n'a pas encore tiré profit de la richesse qui se trouve sous ses pieds. De plus, les conflits inévitables qui se poursuivent autour de la mine de Simandou à la suite des expropriations menées par l'État, des poursuites judiciaires, des allégations de corruption, et des paiements à coup de millions de dollars par le secteur minier (surtout Rio Tinto), détournent l'attention de l'État qui ne peut investir dans d'autres secteurs cruciaux et potentiellement productifs de l'économie qui affectent la vie des citoyens moyens, en particulier dans le secteur agricole et agro-alimentaire.

- **Les tensions ethniques.** La Guinée, comme la majorité des pays de l'Afrique postcoloniale, est un pays qui abrite différents groupes ethniques qui se trouvent sur ces terres depuis des générations. Des tribus fières de leurs traditions, de leur culture et de leurs pratiques bien ancrées, et qui ont leur propre langue et système de croyance. Dans la plupart des régions du monde, la diversité d'une nation est un des éléments qui font sa force, mais seulement lorsque des politiques et des pratiques sont mises en place pour favoriser l'unité tout en adoptant les aspects positifs de chaque groupe. Toutefois, dans le cas de la Guinée, l'État a insidieusement conspiré pour susciter des tensions et l'hostilité entre les différents groupes ethniques du pays, choisissant d'employer l'éternelle stratégie du « diviser pour régner », au lieu d'encourager l'unité et l'harmonie. Tout cela est le fait de la volonté du gouvernement actuel de rester au pouvoir, car une population divisée et un électorat construit sur la peur mutuelle sont plus faciles à manipuler par ceux qui ont juré de les protéger.

En conséquence, une mauvaise gouvernance rend le climat social de la Guinée, miné par la corruption, fortement défavorable et peu propice aux affaires, ce qui affaiblit la position concurrentielle du pays, avec un coût humain très concret puisque le pays n'est pas en mesure d'investir dans l'amélioration des moyens de subsistance de ses citoyens.

Indicateurs de développement

En Guinée, comme dans toute économie émergente, ainsi que dans la plupart des pays développés, la situation générale du développement de la nation est déterminée, dirigée et stimulée par l'État. Dans pratiquement tous les pays du monde, c'est le secteur public qui construit l'échafaudage sur lequel repose l'économie et la société, et met en place les différents éléments nécessaires à la fois à sa croissance et à son évolution. Pour déterminer l'état global du développement de la Guinée, on examine à titre d'indicateurs des éléments de base spécifiques. Il s'agit des questions les plus représentatives de la situation du pays dans son ensemble à titre illustratif et collectif. Sur cette base, ainsi que celle de différents autres indicateurs mentionnés dans le présent document, la Guinée reste l'une des nations les plus pauvres et les moins développées au monde. Le bilan du régime actuel s'agissant de la lutte contre la pauvreté en Guinée est lamentable

- **Pauvreté.** L'indicateur de développement le plus fondamental est le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. En Guinée, contrairement à la plupart des pays d'Afrique, le pourcentage de personnes vivant en situation de pauvreté depuis 2007 a augmenté de 53% à 55,2%, ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres en Afrique aujourd'hui. Depuis les élections de 2010, on n'a observé peu ou pas d'amélioration au niveau des indices de pauvreté en Guinée, ce qui témoigne des manquements endémiques de la gouvernance et la gestion économique, qui ont condamné des millions de Guinéens à une pauvreté dont ils ne peuvent jamais s'extraire.
- **Santé.** Un autre indicateur de développement fréquemment utilisé est l'état général de santé de la population, mesuré à l'aide d'un ensemble de paramètres tels que la mortalité infantile et maternelle, la longévité, la prévalence des maladies pouvant être évitées, et d'autres indicateurs similaires. 2014 et une partie de 2015 ont été marquées par la crise d'Ebola au cours de laquelle

l'exposition au virus a entraîné la mort de plus de 2 000 personnes. Les ravages causés par cette épidémie témoignent de la faiblesse générale des systèmes de santé du pays, mise en évidence à la suite de la crise par la recrudescence d'autres maladies gérables comme le paludisme, la tuberculose et le VIH. Les dépenses publiques dans le domaine des soins de santé préventifs et du système de santé en général sont des investissements à long terme qui ne donnent pas de résultats concrets avant des décennies, de sorte que l'engagement politique quant aux enjeux liés à la santé est particulièrement révélateur de la vision d'un leader au service du progrès de son pays.

- **Les femmes.** Le troisième indicateur de développement a trait à la situation des femmes car il existe une forte corrélation entre les droits des femmes et leur influence dans la société formelle et l'état général de développement d'une nation. Par exemple, les pays dont les revenus moyens des ménages sont les plus élevés sont aussi ceux où la cause de l'égalité des sexes est considérée comme la plus avancée. En Guinée, contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des pays du reste de l'Afrique, l'inégalité des sexes s'est en fait accentuée entre 2009 et 2012. En dépit des progrès réalisés dans l'enseignement primaire dont témoigne l'augmentation du ratio filles-garçons scolarisés, la situation socio-économique globale des femmes de Guinée reste précaire. Elles sont sous-représentées dans la fonction publique et dans la vie politique puisque seulement 26% des fonctionnaires sont des femmes, aux responsabilités par ailleurs limitées. La preuve la plus visible de la disparité des droits est codifiée dans le Code du travail de la Guinée, qui stipule que le Ministre du Travail administre une liste de professions dans lesquelles l'emploi des femmes est ou non autorisé. Cette absence de progrès depuis 2010, et la poursuite de certaines politiques délibérément préjudiciables, limitent l'exploitation du potentiel économique de la Guinée et constituent un autre facteur qui contribue à la situation déplorable actuelle dans le pays.

Toute une gamme d'indicateurs internationaux et d'analyses comparatives mesurent différents aspects de la situation globale d'un pays dans le monde en fonction de son niveau de développement, de corruption, de l'efficacité de son État, et de la santé et du bien-être être de ses citoyens. Chacun est caractérisé par un objet et une méthodologie qui lui sont propres, et même si aucun classement n'est parfait, ils permettent cependant de disposer de points de comparaison pour juger de la situation actuelle. On trouvera ci-dessous un aperçu des résultats de la Guinée en ce qui concerne certains des principaux indices mondiaux :

Guinée – Résultats des indices mondiaux

Indice	Classement mondial Place/sur	Classement en Afrique Place/sur
Index Ibrahim pour la Gouvernance Africaine	s/o	42/52
Indice de Développement Humain	179/187	44/52
Indice de Perception de la Corruption	150/175	40/54
Indice de Compétitivité Mondiale	144/144	50/50
Indice de la facilité de faire des affaires de la Banque Mondiale	169/189	35/47

Cet aperçu permet de disposer d'une perspective unique sur les principaux enjeux auxquels se trouve confronté le pays. L'Indice Ibrahim traduit la multitude de défis à relever par la gouvernance globale et l'incapacité ou le refus de l'État d'y faire face, et la lutte permanente avec une corruption endémique met en évidence le lien entre la prévalence de la corruption et l'absence de moyens de l'État. Ces problèmes (tout comme les différentes politiques hostiles aux investisseurs mises en œuvre depuis 2010) affectent fortement le climat des affaires, considéré comme l'un des moins favorables au monde, et la compétitivité économique générale, l'économie de la Guinée étant classée

comme la moins compétitive sur les 144 analysées. En conséquence, la Guinée se classe encore une fois parmi les pays d'Afrique et du monde les moins performants en termes de progrès du développement humain. À nouveau, les mesures prises par l'État depuis 2010 ont conduit à consolider et parfois aggraver la tendance négative en termes de développement en Guinée.

Projections économiques

L'économie guinéenne a été fortement affaiblie par l'épidémie du virus Ebola en 2014 et l'économie dans son ensemble a enregistré un recul de 0,3 %. Toutefois, même si cette situation a fortement éprouvé le pays, elle n'aura d'effets qu'à relativement court terme. Alors que l'épidémie est pratiquement éradiquée, et grâce à un afflux considérable d'aide financière étrangère, l'économie devrait se rétablir de manière générale. Les problèmes fondamentaux sous-jacents n'ont toutefois pas encore été résolus et l'économie devrait enregistrer à nouveau une croissance négative de 1,1 %. En particulier, la mine de Simandou fait encore l'objet d'un litige et reste inexploitée, d'autres parties du secteur minier demeurent enlisées dans des différends d'ordre juridique et l'implication de l'État y reste excessive. En outre, d'autres secteurs tels que l'agriculture et l'énergie hydroélectrique (qui présentent un potentiel énorme) pâtissent d'une allocation insuffisante de ressources. Les perspectives économiques sont limitées en l'absence de changement significatif et profond au niveau de la gouvernance. Les tensions et l'incertitude de l'économie politique présentent des risques graves pour le présent et l'avenir et sont préjudiciables au secteur privé et aux investisseurs.

Selon le rapport annuel *Perspectives économiques en Afrique*, une publication de la Banque africaine de développement en collaboration avec d'autres partenaires, l'économie de la Guinée, sur laquelle la crise d'Ebola a considérablement pesé, devrait se stabiliser suite à sa résolution, et revenir à des taux de croissance annuels moyens de 4,5 pour cent en 2015. Cependant, même si cet objectif est atteint (ce qui

est loin d'être garanti étant donné l'incertitude politique et générale croissante dans le pays), le taux de croissance annuel moyen prévu pour le reste de l'Afrique d'établit à presque 6% en 2015. En outre, le taux de croissance pour l'Afrique de l'Ouest, où se trouvent les deux autres pays durement touchés par la crise d'Ebola (le Liberia et le Sierra Leone), devrait atteindre plus de 7%.

Après un recul estimé à 0,3% en 2014, la croissance réelle du PIB en Guinée diminuera de 1,1% en 2015, du fait de la perturbation causée par l'épidémie d'Ebola, mais elle pourrait rebondir à 6% en 2016. Cet objectif ne sera atteint que si l'on autorise les investissements dans le secteur minier, si l'on résiste à la tentation d'interventions préjudiciables de l'État, et si l'on parvient à atténuer les tensions politiques préoccupantes pour les investisseurs.

Le déficit budgétaire se creusera à 8,1% du PIB en 2015, du fait de la baisse des recettes provoquée par la récession, avant de s'établir à 4,5% du PIB en 2016, grâce au redressement de l'économie. Le déficit de la balance des opérations courantes diminuera à 13,7% du PIB en 2015, aidé par la baisse des cours mondiaux du pétrole. Il se creusera à 16,8% du PIB en 2016, alors que les prix du pétrole commenceront à se rétablir et que les importations de biens d'équipement liées à l'exploitation minière connaîtront une augmentation rapide. Le budget de l'État pour 2015 prévoit un déficit budgétaire de 4,2 trillions de Gnf (soit 604 millions de dollars), soit environ 8% du PIB, ce qui représente une augmentation par rapport à un déficit estimé de 4,6% du PIB en 2014.

Tous les regards seront fixés sur les élections présidentielles d'octobre 2015. Dans un pays aussi centralisé que la Guinée (où davantage de pouvoirs, de fonds et d'influence croissants sont concentrés au niveau du Bureau du Président et entre les mains du Président sortant), aucune prévision économique ne peut être analysée sans tenir compte de l'incompétence politique et de la gouvernance tristement notoire en Guinée depuis l'élection de 2010.

Si les politiques de ces dernières années sont reconduites, avec de nouvelles expropriations de propriétés privées, et la poursuite de la sclérose du secteur minier, il est probable que la situation économique de la Guinée ne connaisse guère d'évolution. L'investissement privé restera déprimé du fait de l'absence d'un leadership politique digne de confiance ou efficace. Le développement des infrastructures, et la bonne exploitation des ressources minières en pâtiront, et ainsi le pays ne pourra pas réaliser création d'emplois, d'opportunités de développement, et de recettes fiscales.

Les perspectives économiques de la Guinée dépendent plus que jamais de la compétence et de l'intégrité des dirigeants politiques du pays. Malheureusement, le bilan depuis l'élection précédente en 2010 ne fait apparaître aucune réforme économique, aucune amélioration ou aucun progrès. Au lieu de cela, l'État a poursuivi les mêmes politiques infructueuses que par le passé, avec les mêmes résultats désastreux et prévisibles pour le pays.